

entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis et qui sont les négociateurs?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne savais pas que la surtaxe avait été supprimée au bénéfice de l'Allemagne de l'Ouest. Je vais vérifier cela et me renseigner sur ce qui se passe. Quant aux pourparlers entre le Canada et les États-Unis sur ce qu'on a appelé les irritants, lors de notre dernier séjour à Washington et dans des entretiens subséquents entre des représentants des deux pays, on nous a indiqué que les États-Unis effectuaient la revue de leur liste d'irritants. J'ai très bien compris que les Américains se mettraient en rapport avec nous une fois terminé leur travail préparatoire. Nous faisons de même au Canada. Le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi-même avons, à plusieurs reprises, déclaré devant la Chambre que nous étions disposés à entamer des négociations sur ce qu'on appelle les frictions avec les États-Unis, dès que ces derniers y seront prêts.

M. Douglas: Vu que les gouvernements des autres pays, en particulier ceux du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, ont procédé à des discussions bilatérales, dois-je conclure de la déclaration du ministre que nous n'avons en ce moment aucune discussion avec le gouvernement américain, à quelque niveau que ce soit? Si cela est exact, puis-je demander au ministre à quelle date il est prévu de reprendre les discussions sur cette question très importante?

L'hon. M. Pepin: La façon très simple dont je vois les choses, c'est que les Américains ont sans doute considéré qu'il était plus urgent de résoudre leurs conflits avec le Japon et l'Allemagne que leurs conflits avec le Canada.

LA SURTAXE AMÉRICAINE À L'IMPORTATION—LA
REQUÊTE DES É.-U. QUANT AUX PNEUS ET AUX CHENIL-
LETTES ET À L'ACCORD SUR LA PRODUCTION
AUTOMOBILE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): J'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le gouvernement des États-Unis a-t-il fait savoir s'il désire discuter du problème des pneus et des motoneiges dans le cadre du Pacte de l'automobile canado-américain?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur, pas à ma connaissance du moins.

LE RISQUE D'EMBARGO AMÉRICAIN SUR LE SUCRE ET
L'URANIUM EN PROVENANCE DU CANADA

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): J'ai une autre question supplémentaire à poser au ministre. Dans l'allocution qu'il a prononcée à Montebello, il a déclaré que les États-Unis pourraient interdire l'importation de sucre et d'uranium du Canada. Puis-je lui demander si le gouvernement américain lui a fait part de telles intentions et, dans ce cas, quelle serait l'imminence de telles mesures?

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Ceci n'était pas dans le texte de ma causerie, monsieur l'Orateur. J'improvisais à ce moment. Je disais que ces jours derniers, les Américains avaient annoncé la possibilité, du moins, du maintien de l'embargo sur l'uranium en provenance du Canada, et pour la confiserie—certaines denrées sucrées—dont l'exportation du Canada aux États-Unis serait limitée. Ce que j'ai dit du sucre ne s'applique qu'aux confiseries exportées du Canada aux États-Unis.

LA SURTAXE AMÉRICAINE À L'IMPORTATION—LES
ENTRETIENS RELATIFS À L'EXEMPTION

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): J'ai écouté très attentivement les réponses du ministre. Devons-nous comprendre que le Canada et les États-Unis ne sont pas vraiment en négociations actuellement, et qu'il n'y aura pas de négociations tant que les États-Unis ne diront pas au Canada: Vous pouvez maintenant négocier avec nous. Est-ce vraiment ce que le ministre est en train de dire à la Chambre?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): C'est ce que je comprends. Il n'y a rien de mal à cela. Le gouvernement américain nous a annoncé qu'il prépare une liste de griefs avec preuves à l'appui. Pour notre part, nous leur avons répondu que nous avions aussi une telle liste à présenter. Nous leur avons fait savoir que nous étions très disposés, très consentants à négocier avec eux lorsque cela les accommodera et leur conviendra. Comme je viens de le dire, il est évident, me semble-t-il, que les négociations que viennent d'entamer les Américains avec les Japonais au sujet des textiles aient la priorité sur tout entretien qui porterait sur les secteurs du commerce canadien où ils s'estiment lésés.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous reviendrons sur ce sujet, car le député de Saskatoon-Biggar, en particulier, a une question supplémentaire à poser. Cependant, la présidence va maintenant donner la parole au député de Témiscamingue.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA QUESTION DU PERSONNEL DE SOUTIEN DES SIMPLES
DÉPUTÉS—LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE
RECHERCHE

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable président du Conseil du Trésor.

Il y a quelques jours, l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) demandait au président du Conseil du Trésor si le gouvernement étudiait la possibilité d'aider ou de donner de l'aide supplémentaire aux députés, et le président du Conseil du Trésor lui répondait qu'il donnerait une réponse dans quelques jours. L'honorable ministre est-il actuellement en mesure de nous dire si le gouvernement a vraiment l'intention d'aider les députés et, également, d'augmenter les crédits consentis au personnel de recherche des divers partis politiques?